

Situation humanitaire en République Démocratique du Congo

Note d'information à la presse, 27 février 2013

Plus de 22 500 ressortissants centrafricains sont en Equateur et en Province Orientale

- Quelque 21 300 réfugiés centrafricains ont été identifiés dans la cité de Mobayi-Mbongo et dans la ville de Gbadolite, dans le District du Nord-Ubangi (Province de l'Equateur), selon une mission conjointe d'évaluation qui a séjourné dans les deux localités du 14 au 21 février. Une évaluation multisectorielle des besoins humanitaires pour mieux préparer la réponse a été faite notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la nutrition, de la sécurité alimentaire et de la protection. Les données statistiques ont été obtenues auprès de la Direction Générale des Migrations (DGM).
- En Province Orientale, près de 1 200 ressortissants centrafricains vivent dans des familles d'accueil à Ango (District du Bas-Uele), selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Ces derniers ont quitté leur pays à cause du contexte politique et de l'activisme des rebelles de la LRA. Cette présence pèse sur les familles d'accueil qui ne disposent pas d'assez de moyens pour subvenir aux besoins de ces réfugiés. Le HCR et le Programme alimentaire mondial (PAM) sont en train de planifier une assistance en abris, articles de ménages essentiels et vivres au profit de ces Centrafricains.

Plus de 10 000 personnes déplacées du Maniema dans le Territoire de Walikale (Nord-Kivu)

- Quelque 10 000 personnes fuyant l'insécurité dans la Province du Maniema notamment dans la zone de Kasese, sont arrivées depuis fin janvier dans les localités à l'est de Walikale Centre, dans la Province du Nord-Kivu. Ces personnes vulnérables bénéficient de soins de santé gratuits grâce aux cliniques mobiles déployées par l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) et à l'appui de l'ONG International Medical Corps (IMC) aux centres de santé des localités d'accueil. Cependant les besoins en vivres et en articles ménagers essentiels (AME) demeurent non couverts. A Punia, dans le Maniema, la population commence à retourner timidement dans la cité mais continue de rapporter des tracasseries de la part des éléments de l'armée nationale. Les éléments FARDC qui avaient occupé certaines écoles, ont évacué et les cours ont pu reprendre. Avant les affrontements entre l'armée nationale et le groupe armé Raïa Mutomboki, la cité de Punia comptait environ 53 000 habitants et hébergeait près de 40 000 personnes déplacées.

Plus de 3 500 familles déplacées et d'accueil bénéficient de semences et d'outils aratoires dans la région de Mulamba (Territoire de Walungu).

- L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a, à travers son partenaire la Fondation AVSI, distribué la semaine dernière des semences et outils aratoires à plus de 3 540 familles déplacées et d'accueil à Mulamba et Nzibira dans le Territoire de Walungu. Cette assistance vise à aider les bénéficiaires à retrouver leurs moyens de subsistance. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a distribué le 21 février des articles ménagers essentiels à plus de 2 260 familles retournées à Nzibira, tandis que l'ONG International Rescue Committee (IRC) a débuté le même jour la construction de 200 latrines familiales en plus de 300 initialement prévues pour améliorer l'assainissement de la localité de Mulamba. Au début janvier, des affrontements entre FARDC et Raïya Mutomboki dans la région de Mulamba avaient causé le déplacement de plus de 29 000 personnes notamment vers Nzibira. Celles-ci ont commencé à retourner chez elles suite à une accalmie dans la zone.

Plus de 4 500 personnes ont bénéficié d'une assistance alimentaire du PAM à Bweremana (Nord-Kivu)

- Le 20 février 2013, le PAM a fourni, en partenariat avec l'ONG locale CEDERU, de l'aide alimentaire à 4 500 personnes déplacées à Bweremana. Quelque 37 tonnes de nourriture composées de farine de maïs, de petits pois, de l'huile végétale et du sel iodé ont été distribuées pour couvrir les besoins alimentaires de ces déplacés pendant 15 jours. Depuis le début du conflit, fin mai 2012, ces personnes déplacées venues du Territoire de Masisi n'ont plus accès à leurs champs à cause de l'insécurité.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter :

Yvon Edoumou, Chargé de l'Information publique et plaidoyer, Tél. +243970003750, edoumou@un.org
Médard Lobota, Chargé des affaires humanitaires associé, Tél. +243 99 290 66 33, lobota@un.org
Sylvestre Ntumba Mudingayi, Chargé de l'Information Publique adjoint, Tél. +243 99 884 53 86, ntumbamudingayi@un.org